



Fermeture de la Trésorerie d'Essey-lès-Nancy reportée :

Tout ça pour ça !!!

Ce mardi 22 décembre 2020 à 17h49, M. GAUTIER, nouveau Directeur Départemental des Finances Publiques (DDFiP) de Meurthe et Moselle a annoncé aux représentants du personnel que la fermeture de la Trésorerie d'Essey-lès-Nancy (avec transfert sur celle de Nancy) était reportée. Rappelons que cette fermeture était prévue le 1^{er} janvier 2021, soit **dans moins de deux semaines.**

Que d'efforts aura-t-il fallu déployer pour enfin ramener la Direction Départementale des Finances Publiques 54 à la raison sur ce dossier !!!

Dès le 29 octobre dernier, au lendemain de l'annonce par le Président de la République d'une nouvelle période de confinement, la CGT, avec les autres organisations syndicales des Finances Publiques, demandait, a minima, une suspension des réformes en cours.

En effet, dans une situation aussi exceptionnellement dégradée, les agents n'ont-ils pas actuellement suffisamment de choses à gérer en cette période compliquée (continuité de l'État, soutien à la vie économique et financière du pays, service au public...) pour ne pas en rajouter ?

Pour la CGT Finances Publiques, les réformes contraires à l'intérêt des agents et du service public devaient être tout simplement abandonnées, et pour le moins suspendues en toute urgence au regard de la crise sanitaire et sociale.

Pourtant pour la DDFiP 54, dans la droite lignée de la Direction Générale, il s'agissait de continuer mordicus les réformes, posture idéologique méprisante envers les agents et le public !

Continuer les réformes coûte que coûte ...

En Meurthe et Moselle, l'exemple le plus flagrant de cette obstination est sans nul doute la fermeture de la Trésorerie d'Essey-lès-Nancy organisée, à marche forcée, dans l'improvisation la plus totale...

...et dans le mépris absolu.

Mépris de la population et de leurs représentants.

Alors que la Préfecture avait assuré aux élus communautaires de Seille et Grand Couronné que la fermeture de la Trésorerie d'Essey n'interviendrait qu'en janvier 2023, la DDFiP 54 avait, unilatéralement, avancé cette fermeture au 1^{er} janvier 2021.

Ce, sans même prévenir les élus, ces derniers apprenant la nouvelle par voie de presse ou «par la bande».

Ce traitement que leur a réservé la DDFiP 54, si pressée de fermer cette trésorerie, avait déjà mis le Président de la Communauté de Seille et Grand Couronné et les conseillers communautaires très en colère. Une motion avait d'ailleurs été votée à l'unanimité contre cette fermeture anticipée le jeudi 3 décembre à Nomeny. Et dans la foulée, 16 d'entre eux se rendaient devant la Trésorerie d'Essey le lundi 7 décembre pour manifester leur désaccord.

Colère qui s'est répandue sur d'autres maires et élus départementaux du Grand Couronné, dont Michel Breuille, Maire de la commune visée. Ceux-ci se sont d'ailleurs réunis ce vendredi 18 décembre pour faire part de leur mécontentement.

Les griefs de ces élus étaient exactement les mêmes que ceux portés par les représentants du personnel depuis des mois : manque de concertation, précipitation, abandon du Service Public de proximité.

Face à une telle levée de boucliers, la Direction a enfin décidé de reculer (tout du moins pour l'instant) en annonçant la suspension sine die de la fermeture de la Trésorerie d'Essey-lès-Nancy.

La CGT Finances Publiques 54 pourrait crier victoire en se réjouissant de ce maintien d'un réel service public de proximité (une Trésorerie n'ayant rien à voir avec les Espaces France Service, véritables «supermarchés low-cost» des services publics).

Deux gros bémols toutefois :

- on parle pour l'instant de report de la fermeture et non d'abandon de ce projet ;
- et les agents dans tout cela ? On leur a annoncé hier (alors que certains étaient peut-être déjà en congé) qu'en janvier, ils n'iront pas poser leurs valises à Nancy comme prévu, mais devront faire demi-tour pour revenir sur Essey.

En terme de mépris de l'être humain, difficile de faire pire...

En conclusion, pour la CGT Finances Publiques 54, tout cela laisse un goût plus qu'amer tant la Direction Départementale a méprisé les usagers, les agents, leurs représentants sur ce dossier.

Des réformes, quoi qu'il en coûte ... et l'Humain dans tout cela ???

Nancy, le 23 décembre 2020